



COMMUNE DE PLOUDANIEL

ALIMENTATION EN EAU POTABLE TRAVAUX HORS PROGRAMME CANALISATIONS, FONTAINERIE ET BRANCHEMENTS PARTICULIERS

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE ANNEES 2018 / 2020

1-1 – ACTE D'ENGAGEMENT



CABINET BOURGOIS
3 rue des Tisserands – CS 93838 - BETTON
35768 SAINT GREGOIRE CEDEX

Téléphone : 02-99-23-84-84
Télécopie : 02-99-23-84-70

E-mail : cabinet-bourgeois@cabinet-bourgeois.fr

CABINET BOURGOIS
Agence Atlantique – Site de BREST
1, Rue des Néréides
29200 BREST

Téléphone : 02-98-42-16-00
Télécopie : 02-98-42-23-97

E-mail : cb-brest@cabinet-bourgeois.fr

GRUPE MERLIN/Réf doc : 08180034– 872 - DCE - AE - 1 – 008

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C. CANDALH	P FLOCH	02/03/18	1 ^{ère} émission

SOMMAIRE

1	CONTRACTANT	4
2	PRIX	7
2.1	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	7
2.2	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	7
2.3	MONTANT SOUS-TRAITE	8
3	DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
3.1	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	9
3.2	DELAJ D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
4	PAIEMENTS	10
4.1	IDENTIFICATION SUR CHORUS PRO POUR LE DEPOT DES FACTURES.....	10
4.2	PRESTATAIRE UNIQUE	10
4.3	GROUPEMENTS	11
5	AVANCE	12
6	CREANCE PRESENTTEE EN NANTISSEMENT OU CEDEE.....	13

1 CONTRACTANT

☐ **Le signataire Candidat individuel,**

Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique

Je soussigné,.....

Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....

Ayant son siège social à :.....

Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....

Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....

Code d'activité principale (APE) :.....

Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....

Sous le N° :.....

- après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.), et notamment du C.C.T.P, du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés.
- et après avoir fourni les documents, renseignements, déclarations visés à l'article 51 du décret 2016-360 du 25/03/2016.

M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies, l'offre ainsi présentée ne me liant toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans le délai précisé à cet effet dans l'avis d'appel public à la concurrence et compté à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

☐ **Les signataires membres d'un groupement solidaire,**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement solidaire

Nous soussignés,

- **M.....**
Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....
dont le siège social est situé :.....

- Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....
- Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....
- Code d'activité principale (APE) :.....
- Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....
- Sous le N° :.....

- **M.....**
Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....
dont le siège social est situé :.....

- Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....
- Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....
- Code d'activité principale (APE) :.....
- Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....
- Sous le N° :.....

- **M.....**
Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....
dont le siège social est situé :.....

- Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....
- Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....
- Code d'activité principale (APE) :.....
- Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....
- Sous le N° :.....

- après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.), et notamment du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés.
- et après avoir produit l'ensemble des documents, renseignements, déclarations visés l'article 51 du décret 2016-360 du 25/03/2016.

NOUS ENGAGEONS, sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés solidaires, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

Les offres ainsi présentées ne nous lient toutefois que si leur acceptation nous est notifiée dans le délai précisé à cet effet dans l'avis d'appel public à la concurrence et compté à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

L'ensemble des entrepreneurs groupés solidaires est désigné dans le présent marché sous l'appellation : « le titulaire ».

M.....agissant au nom et pour le compte de de la société est le mandataire du groupement solidaire.

☐ **Les signataires membres d'un groupement conjoint,**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement conjoint

Nous soussignés,

- **M.....**
Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....

dont le siège social est situé :.....

- Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....
- Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....
- Code d'activité principale (APE) :.....
- Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....
- Sous le N° :.....

- **.M.....**
Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....

dont le siège social est situé :.....

- Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....
- Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....
- Code d'activité principale (APE) :.....
- Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....
- Sous le N° :.....

- **M.....**
Agissant au nom et pour le compte de la Société :.....

dont le siège social est situé :.....

- Immatriculée à l'I.N.S.E.E. sous le N° :.....
- Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) :.....
- Code d'activité principale (APE) :.....
- Numéro d'inscription au Registre du Commerce de :.....
- Sous le N° :.....

- après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.), et notamment du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés.

- et après avoir produit l'ensemble des documents, renseignements, déclarations visés l'article 51 du décret 2016-360 du 25/03/2016.

NOUS ENGAGEONS, sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés conjoints, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

Les offres ainsi présentées ne nous lient toutefois que si leur acceptation nous est notifiée dans le délai précisé à cet effet dans l'avis d'appel public à la concurrence et compté à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

L'ensemble des entrepreneurs groupés conjoints est désigné dans le présent marché sous l'appellation : « le titulaire ».

M.....agissant au nom est pour le compte de la sociétéest le mandataire du groupement conjoint.

2 PRIX

2.1 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro » défini dans l'article « Variation de prix » du CCAP.

2.2 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum ni maximum de travaux pour sa période initiale et pour la ou chacune de ses périodes de reconduction.

Le maître d'ouvrage estime une enveloppe annuelle **200.000,00 € HT d'engagement de travaux, et 600 000 €H.T. de travaux sur l'ensemble du présent marché, ce montant pouvant être dépassé.**

Les prestations du présent marché sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées, des prix du bordereau affectés :

* <i>Case à cocher par l'entreprise</i>	
<input type="checkbox"/> D'un rabais	
<input type="checkbox"/> D'une majoration	
	de _____ % (en chiffres)

Soit	_____ % (en lettres)
------	----------------------

2.3 MONTANT SOUS-TRAITE

Sous-traitance désignée au moment de la remise des offres

A compléter en cas de sous-traitance désignée dans l'offre

Les déclarations de sous-traitance figurant en annexe au présent acte d'engagement concernent les sous-traitants désignés au moment de la remise des offres. Elles indiquent l'identité de chaque sous-traitant, la nature, le montant maximum des prestations sous-traitées ainsi que leurs conditions de paiement.

Le montant figurant dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations proposées à la sous-traitance conformément à ces annexes est de :

Montant hors TVA €

TVA au taux de : 20 % €

Montant TTC €

Montant (TTC) arrêté en lettres à :

Sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres

A compléter uniquement en cas de sous-traitance envisagée mais non désignée dans l'offre

Cotraitant désirant sous- traiter (ne remplir qu'en cas de groupement momentané d'entreprises)	Nature de la prestation sous-traitée	Montant H.T. Euros	T.V.A.	Montant T.T.C. Euros	Identité du, ou des, sous-traitants

Montant total des prestations dont la sous-traitance est envisagée			
---	--	--	--

3 DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est de 1 an. Il est reconductible 2 fois par période annuelle sans que sa durée totale toutes périodes de reconduction confondues ne puisse excéder **3 ans**.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice prendra la décision de le reconduire et d'en informer le titulaire au plus tard 30 jours avant la fin du marché.

Le titulaire dispose de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre. Il devra à cet effet signifier sa décision dans un délai de 20 jours suivant la réception de la décision du Représentant de l'entité adjudicatrice de reconduire le marché. En l'absence de décision de sa part dans le délai indiqué la reconduction sera considérée comme acceptée.

La durée initiale est de 1 an à compter du jour de sa notification. Les dates de fin de validité pour sa durée initiale et pour chacune des périodes de reconduction sont définies ainsi :

Durée initiale - Période 1 - Date de fin de validité : date de notification + 1 an

1ère reconduction - Période 2 - Date de fin de validité : date de notification + 2 ans

2ème reconduction - Période 3 - Date de fin de validité : date de notification + 3 ans

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

3.2 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Chaque bon de commande précisera le délai d'exécution des travaux dont il fait l'objet.

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

4 PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

4.1 IDENTIFICATION SUR CHORUS PRO POUR LE DEPOT DES FACTURES

Maitre d'ouvrage : COMMUNE DE PLOUDANIEL	
Numéro SIRET	Code service
212 901 797 00044	

Maitre d'œuvre : CABINET BOURGOIS – Agence Atlantique	
Numéro SIRET de la structure	Nom du service
709 201 586 00084	

Titulaire :	
Numéro SIRET	
<i>Numéro SIRET à renseigner impérativement par les soumissionnaires.</i> <i>En cas de groupement, quelle que soit sa forme juridique (conjoint ou solidaire), c'est le numéro SIRET du mandataire qui doit être indiqué ici</i>	

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes ci-dessous :

4.2 PRESTATAIRE UNIQUE

<input type="checkbox"/> Prestataire unique	
<i>Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique</i>	
Compte ouvert à l'organisme bancaire :	
A :	
Au nom de :	
Sous le numéro : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Clé : _ _
Code banque : _ _ _ _ _ _	Code guichet : _ _ _ _ _
<i>(joindre un IBAN)</i>	

4.3 GROUPEMENTS

4.3.1 GROUPEMENT CONJOINT

☐ **Groupeement conjoint**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement conjoint

Répartition des montants

Nature et Montants HT et TTC à détailler par tranches, phases, ... s'il y a lieu.

Cotraitant 1

<u>Nature de la prestation</u>	<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>
-	-	-
-	-	-
-	-	-
<u>TOTAL</u>		

TOTAL GENERAL - -

Cotraitant 2

<u>Nature de la prestation</u>	<u>Montants HT</u>	<u>Montants TTC</u>
-	-	-
-	-	-
-	-	-
<u>TOTAL</u>		

TOTAL GENERAL - -

Cotraitant 1

Compte ouvert à l'organisme bancaire :

A :

Au nom de :

Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Clé : |_|_|

Code banque : |_|_|_|_|_|_|

Code guichet : |_|_|_|_|_|

(joindre un RIB ou RIP)

Cotraitant 2

Compte ouvert à l'organisme bancaire :

A :

Au nom de :

Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Clé : |_|_|

Code banque : |_|_|_|_|_|_|

Code guichet : |_|_|_|_|_|

(joindre un IBAN)

4.3.2 GROUPEMENT SOLIDAIRE

☐ **Groupement solidaire**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement solidaire

☐ Paiement des sommes sur un **compte unique** :

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Compte ouvert à l'organisme bancaire :

A :

Au nom de :

Sous le numéro : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Clé : |_|_|

Code banque : |_|_|_|_|_|_|

Code guichet : |_|_|_|_|_|

(Joindre un IBAN)

5 AVANCE

Titulaire unique

Cochez l'une des 2 cases si vous répondez tant que titulaire unique

Il est prévu une **avance** :

Toutefois, **le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.**

L'entreprise désignée ci-avant :

☐ **Refuse de percevoir l'avance** prévue dans le Cahier des clauses administratives particulières.

☐ **Accepte de percevoir l'avance** prévue dans le Cahier des clauses administratives particulières.

Groupement d'entreprises

Cochez l'une des 2 cases si vous répondez en tant que groupement d'entreprises conjointes ou solidaires

Il est prévu une **avance** :

Toutefois, **les membres du groupement doivent justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.**

- ☐ Les entreprises groupées désignées ci-après **refusent de percevoir l'avance** prévue dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières :
- ☐ Les entreprises groupées désignées ci-après **acceptent de percevoir l'avance** prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières :

6 CREANCE PRESENTEE EN NANTISSEMENT OU CEDEE

☐ Prestataire unique ou groupement solidaire

Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique ou en tant que groupement solidaire

Le montant maximal de la créance susceptible d'être présentée en nantissement ou cédée est de :
..... Euros TTC.

(à compléter Rappel: ce montant ne peut pas être supérieur au montant des prestations exécutées personnellement par le signataire)

☐ Groupement conjoint

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement conjoint

Le montant maximal de la créance susceptible d'être présentée en nantissement ou cédée est ainsi de :

	Cotraitant (a)	Cotraitant (a)	Cotraitant (a)
- Montant Hors TVA			
- Montant TTC			

(à compléter .pour chaque cotraitant Rappel: ce montant ne peut pas être supérieur au montant des prestations exécutées personnellement par les signataires)

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE

*Est acceptée la présente offre pour valoir
marché*

A

Le

**Signature du représentant habilité du
Maître d'ouvrage**

Elle est complétée par les annexes suivantes :

☐ Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance (DC4)

☐ Annexe 2 : Sous-traitance envisagée en cours d'exécution

NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE (Date d'effet du marché)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A le

Signature

(date et signature originale)

En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché)

Annexe 1

MARCHES PUBLICS

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

A - Identification de l'acheteur.

■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire

☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)

☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse

électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)*

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (2^{ème} alinéa de l'Art. 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature et prix des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

■ **Nature des prestations sous-traitées :**

■ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

■ **Montant des prestations sous-traitées :**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA :

■ **Modalités de variation des prix :**

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC sauf certains marchés passés par les services de la défense : [article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics ou [article 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ OUI

☐ NON

Sans que le sous-traitant renonce au droit à paiement direct, le titulaire pourra procéder au paiement de toute ou partie des sommes qui lui sont dues. Ce paiement libère la dette du maître d'ouvrage à due concurrence. Le titulaire devra alors fournir au maître d'ouvrage les justificatifs nécessaires permettant d'attester le paiement, total ou partiel, des prestations réalisées par le sous-traitant.

G - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ OUI ☐ NON

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité, ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

H1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

H2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.

I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (*) ; et notamment qu'il est en règle au regard des [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'articles [46](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

(*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

I2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____
le _____

A _____,

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le

Le représentant de l'acheteur :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le

Annexe 2

Sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres

A compléter uniquement en cas de sous-traitance envisagée mais non désignée au moment de l'offre

Cotraitant désirant sous- traiter (ne remplir qu'en cas de groupement momentané d'entreprises)	Nature de la prestation sous-traitée	Montant H.T. Euros	T.V.A.	Montant T.T.C. Euros	Identité du, ou des, sous-traitants

Montant total des prestations dont la sous-traitance est envisagée			
--	--	--	--